

L'économie de Mayotte en 2016 À la recherche de relais de croissance

L'économie mahoraise est entrée dans une période d'attente et peine à trouver les leviers sur lesquels s'appuyer afin de relancer l'activité et redonner confiance aux entreprises. L'année 2016 disposait pourtant de raisons de retrouver la relance attendue. Mais les projets publics ne se concrétisent pas dans les délais prévus et le secteur privé reporte ses investissements dans l'attente de retrouver davantage de visibilité sur l'évolution de la conjoncture. Ainsi, après un bon début d'année, le climat des affaires retombe dans l'incertitude. Les entreprises font toutefois preuve de résilience et parviennent à retrouver une timide confiance en fin d'année. La consommation des ménages demeure le seul relais dynamique qui soutient l'activité, malgré la hausse des prix enregistrée sur l'année. La progression des importations, bien que ralentie par rapport à 2015, est ainsi portée par les produits destinés aux ménages. Le marché de l'emploi continue la « formalisation » entamée ces dernières années, d'où la hausse de la demande d'emploi. Toutefois, l'offre d'emploi demeure faible.

Les chefs d'entreprise du secteur du commerce jugent leur activité dégradée en fin d'année, tandis que ceux des services marchands portent un regard plus favorable. Le constat reste contrasté dans le BTP, où les professionnels ont un sentiment mitigé et volatil toute l'année.

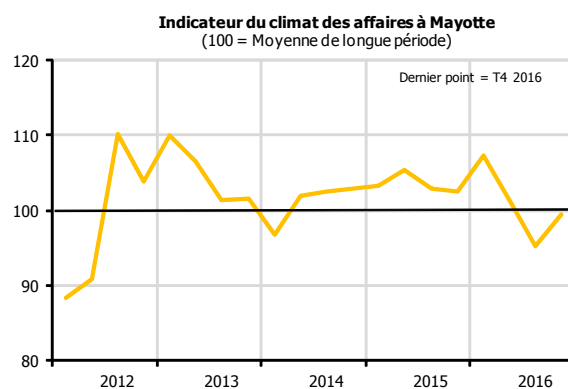
Dans ce contexte d'attente, le financement de l'économie par le système bancaire se maintient en 2016, soutenu par la bonne tenue des crédits accordés aux ménages et des crédits immobiliers des entreprises. Par ailleurs, la collecte d'épargne s'accélère en 2016, portée par le dynamisme des dépôts à vue. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore avec un léger repli du taux de créances douteuses.

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE FRAGILE

Le climat des affaires résiste à la persistance des incertitudes

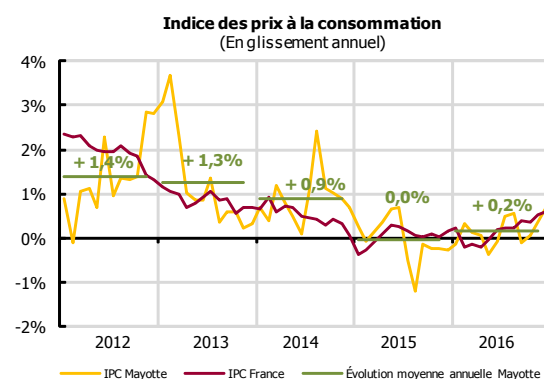
L'année 2016 débute avec une nette amélioration de l'Indicateur du climat des affaires (ICA), qui s'établit à 106,7 points (+6,7 points au-dessus de la moyenne de longue période). Cependant, cette embellie est de courte durée étant donné la chute de l'indice au deuxième trimestre, puis au troisième pour y atteindre son point le plus bas de l'année. Le climat des affaires termine l'année sur un bilan mitigé mais résilient, renouant avec sa moyenne de longue période.

Ce bilan se caractérise par la volonté des chefs d'entreprise de pérenniser leurs affaires même si la conjoncture ne leur est pas favorable.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Légère hausse des prix



Source : INSEE, données mensuelles

Sur l'année 2016, les prix augmentent en moyenne de 0,2 % (après une stabilité en 2015). La tendance inflationniste sur les prix des services se poursuit pour la troisième année consécutive (+2,3 %, après +3,4 % en 2015). De même, les prix des produits alimentaires croissent à un rythme plus soutenu qu'en 2015 (+1,1 %, après +0,4 % en 2015).

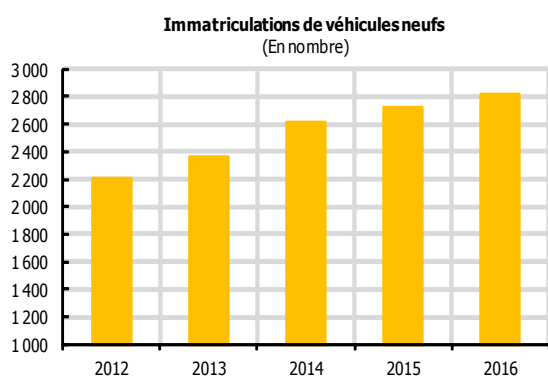
En revanche, les prix des produits manufacturés continuent de diminuer (-2,7 %, après -2,6 % en 2015), tout comme ceux de l'énergie (-2,6 %, après -4,9 % en 2015).

Le marché de l'emploi continue de se formaliser

La tendance haussière du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle Emploi se poursuit à un rythme moins effréné (+3,5 % en 2016 contre +54,0 % en 2014 et +12,1 % en 2015), atteignant 12 245 personnes (CVS) à fin décembre 2016. Cette hausse concerne plus fortement les hommes (+5,3 %) que les femmes (+1,9 %). Elle est également portée par les catégories d'âge des 25-49 ans (+5,4 %) et des plus de 50 ans (+4,1 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A ayant moins de 25 ans se réduit de 8,2 %.

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), calculé par l'INSEE, présente la même tendance à la hausse qu'en 2015 même s'il décélère légèrement (+3,5 points en 2016 contre +3,9 points en 2015). Il s'élève à 27,1 % de la population active, soit 17 100 chômeurs (3 200 de plus qu'en 2015). Mayotte devient ainsi le département français où le taux de chômage est le plus élevé. Toujours engagé dans une dynamique de formalisation progressive, le marché de l'emploi mahorais enregistre une croissance continue de la population active¹, tandis que les créations d'emplois ne réussissent pas à absorber cet excès de demande (seuls 1 200 Mahorais ont trouvé un emploi en 2016). Les Mahorais manifestent ainsi de plus en plus leur volonté de travailler et de s'inscrire à Pôle Emploi pour se déclarer officiellement à la recherche d'un emploi, ce qui réduit mécaniquement le « halo »² autour du chômage.

La consommation se maintient comme fer de lance de l'économie



Source : Préfecture de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

La consommation des ménages reste dynamique tout au long de l'année 2016. Elle confirme ainsi sa place prépondérante comme motrice de l'activité économique de l'île.

L'opinion des commerçants est toutefois défavorable sur l'activité du deuxième semestre. Mais ce pessimisme n'affecte pas leurs prévisions d'investissement qui demeurent positives sur l'année à venir.

Globalement, les indicateurs liés à la consommation des ménages sont tous favorables et justifient sa bonne tenue. En effet, les importations de produits courants augmentent de 7,2 % (données CVS) et les biens d'équipement des foyers de 2,6 %. Pour la quatrième année consécutive, les immatriculations de véhicules neufs progressent de 3,2 % (CVS). Enfin, la croissance de l'encours bancaire des crédits à la consommation s'accélère (+17,0 % en 2016 contre +12,5 % en 2015).

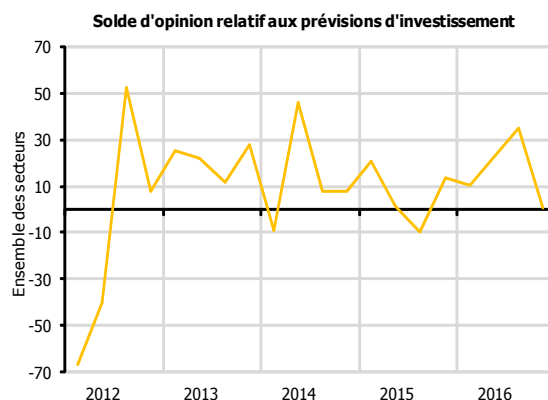
L'incertitude pèse sur les décisions d'investissement

Contrairement à 2015, où la conjoncture incertaine n'impactait pas les intentions d'investir des entreprises, la fin de l'année 2016 témoigne d'une convergence entre les prévisions d'investissement et l'évolution de la conjoncture. En effet, toujours bien orientées sur l'année, les prévisions d'investissement finissent par se stabiliser en fin d'année au vu de l'incertitude économique.

Ainsi, les investisseurs adoptent un comportement attentiste pour l'année à venir, en ligne avec la tendance relevée en 2016.

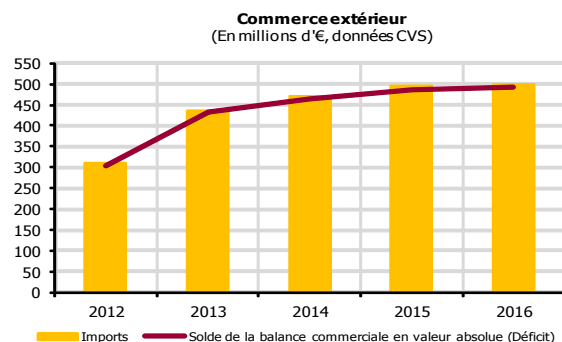
L'encours des crédits d'investissement poursuit sa diminution (-11,9 %, après -2,2 % en 2015) et sa part dans les crédits accordés aux entreprises chute à 67,6 % (75,3 % en 2015).

Cette réticence à l'investissement privé touche quasiment tous les secteurs, à l'exception du commerce qui demeure très actif et qui concrétise la mise en œuvre de certains projets de développement et d'extension.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

L'augmentation des importations ralentit



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Les importations poursuivent leur hausse, bien que la croissance se soit ralentie en 2016 (+0,8 % contre +5,5 % en 2015). Elles s'élèvent à 499,7 millions d'euros (données CVS). Cette évolution s'explique par l'augmentation des importations des produits courants (+7,2 %), des biens d'équipement professionnels (+4,1 %) et des biens d'équipement des foyers (+2,6 %). A contrario, les exportations, toujours marginales, diminuent de 11,9 % pour la première fois depuis 2013 pour se porter à 7,4 millions d'euros.

De ce fait, le solde de la balance commerciale reste déficitaire et se creuse de 1,0 % en 2016 pour se hisser à 492,3 millions d'euros.

¹ Comme l'indique l'INSEE dans l'enquête Emploi Mayotte 2016, publiée en décembre 2016, le taux d'activité s'élève à 50,5 % (+2,3 points en un an et 6,1 points en deux ans).

² Le BIT a fourni une définition stricte du chômage, mais qui ne prend pas en compte le fait que certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce que l'INSEE appelle un « halo » autour du chômage.

UNE ACTIVITÉ GLOBALE MODÉRÉE

Reprise des exportations de poisson d'élevage dans le secteur aquacole

Malgré d'importantes difficultés organisationnelles subies par le secteur aquacole, qui ont réduit significativement l'activité d'exportations ces dernières années, la filière est parvenue à maintenir une production et à l'accroître au second semestre 2016. Ainsi, 32,7 tonnes de poissons d'élevage ont été exportées en 2016 (contre 17,3 tonnes en 2015), dont 24,6 au deuxième semestre (75,0 % de la production exportée sur l'année). Toutefois, de nombreux défis et incertitudes demeurent sur l'avenir du secteur, qui reste l'un des rares à exporter des produits locaux.

Une activité réduite pour l'industrie agroalimentaire

L'activité dans le secteur de l'Industrie agroalimentaire (IAA) est faible tout au long de l'année. Le secteur est marqué par un climat social agité, qui contribue sans doute à la dégradation de l'activité. Les chefs d'entreprise prévoient une activité toujours aussi faible au premier trimestre 2017, mais moins dégradée qu'en 2016.

Une activité industrielle mitigée

En progrès en début d'année, l'activité industrielle se réduit aux deuxième et troisième trimestres pour finalement se relever en fin d'année. Les prévisions pour le premier trimestre 2017 sont cependant optimistes. Les chefs d'entreprise anticipent une augmentation de leur volume d'activité.

Le BTP à la recherche de nouveaux leviers d'activité

En 2016, l'opinion des chefs d'entreprise du BTP sur leur activité est volatile, fluctuant d'un trimestre à l'autre entre dégradation et amélioration. Globalement, sur l'année, l'activité du secteur reste faible mais néanmoins jugée légèrement mieux orientée qu'en 2015, où elle était située à un niveau très bas par les acteurs du secteur. Les problèmes liés à l'allongement des délais de paiement perdurent, ce qui maintient des difficultés de trésorerie récurrentes. Le secteur a également souffert d'éléments conjoncturels défavorables tels que la crise de l'eau, qui a perturbé l'activité en fin d'année. Les chefs d'entreprise déplorent en conséquence une baisse de leurs effectifs. L'évolution législative attendue pour janvier 2018, avec l'application du droit du travail commun, apparaît comme une difficulté supplémentaire pour les professionnels.

La commande publique ne s'étant pas relancée comme espérée, les acteurs du BTP s'orientent vers de nouveaux leviers susceptibles d'alimenter leur activité. Ils se tournent ainsi de plus en plus vers la commande privée, qui continue de progresser, autant pour les ménages que pour les entreprises. L'encours bancaire des crédits à l'habitat augmente pour les ménages (+7,2 %) comme pour les entreprises (+31,7 %). Toutefois, ce levier ne semble pas apporter assez de volume d'activité pour enrichir suffisamment des carnets de commandes affaiblis.

Une année paradoxale pour le commerce

Le commerce connaît une année 2016 paradoxale au regard de l'évolution de l'activité comparée à celle de la consommation des ménages, mais également de l'investissement. L'activité jugée bien orientée au premier semestre s'est ensuite dégradée, malgré la bonne tenue de la consommation des ménages. Cette perception négative est accompagnée par une détérioration de la trésorerie. En revanche, dans cette conjoncture morose pour l'activité, les commerçants maintiennent de bonnes prévisions d'investissement. Cela ne leur permet cependant pas de retrouver la confiance sur le début de l'année 2017 puisque leurs prévisions d'activité pour le premier trimestre sont pessimistes.

Une activité vigoureuse dans les services marchands

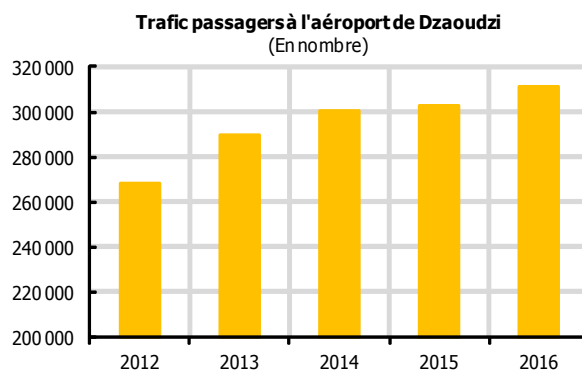
L'activité des services marchands se relève en 2016. Hormis une baisse au premier trimestre, les chefs d'entreprise bénéficient d'une activité en progrès tout le reste de l'année. Cette embellie se traduit par une amélioration de la trésorerie. Toutefois, les entreprises du secteur restent réticentes à l'idée d'investir et ont revu à la baisse leurs prévisions d'investissement pour l'année à venir. L'activité devrait se maintenir en début d'année 2017.

Le développement du trafic aérien devrait bénéficier à l'activité touristique

Outre les actions de promotion qui se poursuivent tous les ans pour valoriser et faire connaître l'île, les avancées majeures notées en 2016 pour le secteur touristique résident dans le développement du trafic aérien, qui demeure jusqu'alors l'un des obstacles au développement du tourisme à Mayotte. L'ouverture d'une ligne directe vers la Métropole et l'arrivée de la concurrence sur la liaison sur La Réunion devraient bénéficier à terme aux acteurs du tourisme.

Ainsi, en 2016, le nombre de vols croît de 21,8 % (CVS) et celui de passagers de 2,7 % (CVS).

De nombreux autres freins doivent cependant être levés, comme l'insécurité ou encore l'offre d'hébergement limitée.



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

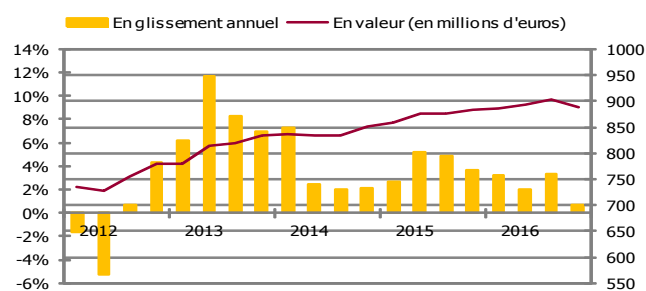
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI SE MAINTIEN EN 2016

Une collecte d'épargne qui se renforce

En 2016, les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** croissent de 9,6 % sur un an. Ils confirment ainsi la tendance observée en 2015. Soutenus par la bonne orientation de la collecte des ménages et des entreprises, ils s'établissent à 549,6 millions d'euros au 31 décembre 2016. Avec 314,6 millions d'euros collectés, les **dépôts à vue** constituent l'élément moteur de cette hausse et croissent de 65,2 millions d'euros (+26,1 %) sur l'année. En revanche, les **placements liquides ou à court terme** se contractent fortement (-12,3 %) passant de 169,9 à 149,0 millions d'euros d'encours suite à la baisse de 63,8 % des placements indexés sur les taux du marché. Enfin, **l'épargne à long terme**, qui comptabilise 86,1 millions d'euros d'encours, maintient sa tendance haussière (+4,7 % après +9,9 % en 2015).

Un financement dynamique de la consommation et de l'habitat

Évolution de l'encours de crédit sain de l'ensemble des établissements de crédit



Source : IEDOM, Surfi

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 6,9 % (soit +64,7 millions d'euros) et s'établit à 1003,4 millions d'euros fin 2016 (après +2,8 % en 2015). L'encours de crédits sains s'accroît de 0,7 % pour atteindre 888,5 millions d'euros.

Le **crédit à la consommation** des ménages mahorais poursuit sa forte hausse en 2016 et se renforce de 19,3 % après +12,4 % en 2015. L'encours de crédits atteint 178,5 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une hausse de 28,9 millions d'euros sur l'année.

Parallèlement, la croissance des crédits à l'habitat des ménages (182,8 millions d'euros) et des crédits immobiliers consentis aux entreprises (80,8 millions d'euros) reste vigoureuse avec

respectivement, +8,3 % et +31,7 % sur un an.

En revanche, l'encours des crédits d'investissement des entreprises enregistre une nouvelle baisse de 11,9 % après -2,2 % en 2015. Il s'élève à 234,2 millions d'euros fin 2016 et représente 67,6 % des crédits accordés aux entreprises contre 75,3 % un an plus tôt.

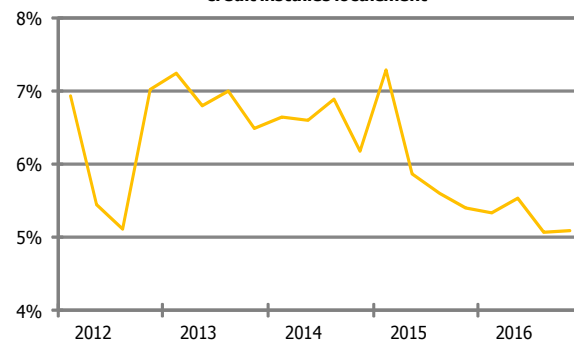
Une sinistralité locale maîtrisée

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) recule de 3,9 % contre -8,0 % en 2015 et s'élève à 38,7 millions d'euros sur un an. En conséquence, le taux de créances douteuses diminue de 0,3 point pour se situer désormais à 5,1 %.

Cependant, sur le deuxième semestre 2016, les créances douteuses portées par les établissements de crédit non installés localement connaissent une forte hausse (+99,7 %) qui s'explique par le déclassement d'importants crédits. Cette opération a pour effet d'accroître le volume des créances douteuses de la place qui passent de 57,5 à 114,9 millions d'euros, soit un taux de créances qui s'établit à 11,4 % fin 2016 contre 6,0 % en 2015.

Les provisions reculent fortement sur la période passant de 19,4 à 12,2 millions d'euros (-37,1 %). Le taux de provisionnement des ECIL recule par conséquent de 16,6 points à 31,6 %.

Taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Source : IEDOM, Surfi

DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT À CONCRÉTISER EN 2017

L'analyse de la conjoncture économique en 2016 rend compte d'une opposition entre le pessimisme grandissant des entreprises au fil des années et leur volonté affichée de maintenir leurs efforts pour trouver des voies d'amélioration de l'activité. Contrainte de s'adapter à de nombreux changements institutionnels et législatifs depuis 2011, l'économie mahoraise tarde à trouver le bon rythme de croisière qui lui permettrait de tendre vers une croissance durable. Paradoxalement, alors que le département accuse des retards importants au niveau des infrastructures comme en témoigne la « crise de l'eau », il apparaît difficile de rétablir un courant d'affaires permettant d'instaurer un climat de confiance pour les entreprises. Le défi de l'île pour 2017 réside dans la poursuite des ajustements et des adaptations afin de disposer d'un environnement économique capable de soutenir le développement de l'île. Ainsi, la consommation des ménages, soutenue par un financement bancaire vigoureux, devrait être le seul moteur de croissance capable de porter l'activité. Sur le long terme, les acteurs socioéconomiques mahorais devront identifier et mettre en œuvre des projets et des leviers de développement pérennes pour l'île, qui pourraient bénéficier à l'activité.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : R. SATGE

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2017 – Dépôt légal : mars 2017 – ISSN 1952-9619